

Brochure n° 3049

Convention collective nationale

**IDCC : 1557. – COMMERCE DES ARTICLES DE SPORT
ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS**

ACCORD DU 29 MARS 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

NOR : ASET1850813M

IDCC : 1557

Entre :

Union Sport & Cycle,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

UNSA FCS,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima conventionnels applicables aux salariés des entreprises relevant de la convention collective des entreprises de la filière sports-loisirs.

Article 1^{er}

Salaires mensuels minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels de la branche, définis pour un temps de travail égal à la durée légale du travail sont augmentés conformément au tableau ci-dessous :

COEFFICIENT et statut		MINIMA CONVENTIONNEL mensuel	AUGMENTATION par rapport à la dernière recommandation patronale
Employés	130	1 498,50	1,23 %
	140	1 501	1,28 %
	150	1 506	1,28 %
	160	1 513	1,20 %
	170	1 545	1,18 %
	175	1 546	
	180	1 547	1,18 %
	185	1 555	
	190	1 556	1,17 %
	200	1 569	1,16 %
Agents de maîtrise	220	1 676	1,09 %
	240	1 720	1,06 %
	250	1 777	1,02 %
	280	1 884	0,96 %
Cadres	320	2 151	0,84 %
	350	2 260	0,80 %
	380	2 405	0,75 %
	390	2 504	0,72 %
	420	2 661	0,68 %
	450	2 901	0,62 %
	500	3 106	0,58 %
	550	3 334	0,54 %

Article 2

Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes

L'examen du rapport de branche et des données portant sur la situation des femmes et des hommes par coefficient ne révèle pas d'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les signataires conviennent néanmoins de rappeler aux entreprises qu'il leur appartient de corriger les écarts de rémunération qu'elles pourraient éventuellement constater entre leurs salariés femmes et hommes.

Article 3

Calendrier 2019

Les signataires du présent accord conviennent d'ouvrir, dès le mois de janvier 2019, les prochaines négociations salariales, et de fixer une seconde séance de négociation en février 2019.

Article 4

Dispositions finales

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} avril 2018.

Il sera déposé en 2 exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère chargé du travail l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 29 mars 2018.

(Suivent les signatures.)